

futuribles

I N T E R N A T I O N A L

55 rue de Varenne • 75007 Paris • France
Tél. : 33 (0)1 53 63 37 70 • Fax : 33 (0)1 42 22 65 54
forum@futuribles.com • www.futuribles.com

Les paradoxes de l'économie américaine

COMPTE RENDU
DE LA TABLE RONDE DU MARDI 8 MARS 2005

Jean-Marie Chevalier, professeur d'économie à l'université Paris-Dauphine, membre du Cercle des économistes, et **Pierre Jacquet**, directeur exécutif et chef économiste de l'Agence française de développement, professeur à l'École nationale des Ponts et Chaussées, coauteurs d'un ouvrage paru sous la direction de Jean-Marie Chevalier et Jacques Mistral. *La Raison du plus fort. Les paradoxes de l'économie américaine* (Paris : Robert Laffont, septembre 2004).

En guise d'introduction, Jean-Marie Chevalier a rappelé que les États-Unis sont souvent présentés comme voulant imposer au monde entier leur vision libérale fondée sur le primat absolu de la propriété privée, la liberté d'entreprendre au service d'un enrichissement sans bornes et le fonctionnement démocratique des institutions, où, à tous les niveaux, s'opposent pouvoirs et contre-pouvoirs. Une vision qui fascine et qui agace. Elle nous fascine parce que l'Amérique incarne toujours l'idéal démocratique, l'espoir d'une vie meilleure pour ses immigrants, une confiance inébranlable dans le succès de la science et de la technologie. La recherche du profit, au cœur de la dynamique américaine, est une philosophie partagée aussi bien par les jeunes que par les immigrants. Les États-Unis nous agacent aussi en raison de leurs inégalités croissantes, de leur unilatéralisme sur le plan international ou encore de leur arrogance.

L'économiste de Dauphine a ensuite dressé un rapide état des lieux de l'économie américaine et de son évolution récente. La décennie 1990 a été une période de rêve pour l'économie américaine : une révolution technologique, une croissance annuelle moyenne de 3,6 % contre seulement 2 % en Europe, le plein emploi sans inflation, une Bourse dynamique et des comptes publics excédentaires. Mais le choc du 11 septembre est

venu perturber cette embellie. Les attentats terroristes ont traumatisé le pays, une récession peu prononcée mais longue fut suivie d'une reprise tardivement créatrice d'emplois, les scandales financiers à rebondissements ont ébranlé la confiance, et les guerres en Afghanistan et en Irak ont constitué des épreuves coûteuses. L'économie américaine traverse aujourd'hui une phase délicate. « L'Amérique est à nouveau une terre de paradoxes et un pays profondément divisé », a précisé l'intervenant. « C'est pourquoi, nous avons analysé dans cet ouvrage les forces et les faiblesses de cette économie, mais aussi sa capacité à se renouveler et à trouver des solutions », a-t-il expliqué. Pour ce faire, et sur l'initiative et avec l'aide de Jacques Mistral, conseiller économique à l'ambassade de France aux États-Unis, Jean-Marie Chevalier a fait appel aux meilleurs experts du Cercle des économistes pour mener à bien ce projet.

Avant de passer la parole à Pierre Jacquet, Jean-Marie Chevalier a donné quelques éléments de réflexion sur les paradoxes américains. Tout d'abord, l'économie américaine repose sur une prospérité à crédit. Les Américains sont très riches, mais ils sont très endettés. Les États-Unis absorbent une partie importante de l'épargne mondiale, asiatique notamment, pour financer les

dépenses des ménages, les dépenses publiques et alimenter la croissance économique. Les Américains empruntent ainsi près de 2,5 milliards de dollars US par jour sur le marché mondial. L'Amérique peut-elle supporter durablement ce déficit structurel de la balance des paiements qui lui donne une certaine fragilité par rapport à la croissance mondiale ? Le reste du monde peut-il accepter sans fin ce paradoxe, les économies les plus pauvres de la planète prêtant à la plus riche pour financer ses consommations ostentatoires ?

Ensuite, l'économie américaine est passée d'un esprit du capitalisme de Max Weber (un capitalisme de la rigueur protestante motivé par le gain et le profit) à Enron (un capitalisme débridé, financièrement à haut risque). Sur ce point, la période 2000-2004 est marquée par de nombreux paradoxes qui sont autant de questions sur l'avenir. D'un côté, l'affaire Enron a révélé un dysfonctionnement de la machine et a provoqué une perte de confiance dans l'économie américaine. De l'autre côté, la réaction du gouvernement américain, avec les lois sur les nouvelles régulations, a permis d'assainir la situation financière. L'économie américaine est en cours de restructuration. Au même moment, de nouvelles formes de flexibilité du travail apparaissent sur le marché américain. Selon Jean-Marie Chevalier, on assiste à une détérioration des conditions de travail ou « walmartisation », du nom du géant de la grande distribution américaine. En cherchant à acheter aux prix les plus bas, Wal-Mart crée un effet anti-inflationniste intéressant pour l'économie américaine. Cependant, la multinationale américaine applique une politique sociale très dure (absence de syndicalisme, incitation à la délation entre employés, salaires minimum...) et vulnérabilise une partie de l'emploi salarié. Wal-Mart généralise une classe sociale très vulnérable : les « *Working Poors* ». Wal-Mart, au slogan dévastateur « *Always Low Prices* », fragilise également les entreprises américaines en favorisant l'importation sur le marché américain des produits les moins chers, en provenance d'Asie principalement. Ainsi, délocalisations, externalisations et walmartisation entraînent des pertes d'emplois qui sont loin d'être

automatiquement récupérées par le secteur *high-tech*, et par la croissance économique retrouvée.

Le secteur public américain est également mal en point, et s'est fortement dégradé entre 2000 et 2003, le déficit de financement passant de 1,3 % à près de 5 % du PIB. Les dépenses sociales continuent à augmenter (aide sociale – *Welfare* –, santé – *Medicare* et *Medicaid* –, retraites – *Social Security* –) tandis que les recettes fiscales diminuent. Depuis cinq ans, les dépenses de santé ont augmenté de près de 50 % pour atteindre 15 % du PIB en 2003 contre 10 % en 1982. Le système de santé américain est le plus cher au monde sans être pour autant le plus efficace. Sortir de ce gouffre financier et de ces déficits colossaux constitue un chantier urgent pour les États-Unis. La solution envisagée par l'équipe Bush est de privatiser progressivement le système de sécurité sociale. Une politique qui risque d'accroître à nouveau les inégalités sociales.

Enfin, le dernier paradoxe américain se situe sur le plan de l'énergie et de l'environnement. Les États-Unis, qui représentent 5 % de la population mondiale, consomment 25 % de l'énergie produite. Or, le changement climatique est aujourd'hui compris comme un bien public mondial. D'un côté, l'administration Bush ne semble pas vouloir modifier ses modes de consommation, ni trouver de nouvelles sources d'approvisionnement. George W. Bush refuse toujours d'appliquer le protocole de Kyoto et concocte ses lois avec la complicité des *lobbies* énergétiques américains. De l'autre côté, les États américains et les municipalités américaines ont pris conscience de l'importance de l'environnement en mettant en place des quotas ou encore des programmes d'efficacité énergétique. Il y a une percée citoyenne des grandes villes américaines sur ces questions. Il y a donc un paradoxe environnemental entre le gouvernement fédéral et les États fédérés, un écart de position néanmoins favorable pour l'avenir. On le voit, les États-Unis sont au sommet de leur apogée mais, en même temps, ils présentent des paradoxes explosifs sur le long terme.

Pierre Jacquet a ensuite apporté un éclairage sur le rôle économique des États-Unis dans le monde.

Pour ce spécialiste de la macroéconomie et de l'aide au développement, les États-Unis sont aujourd'hui une puissance hégémonique en prise avec une économie mondiale de plus en plus multipolaire.

La position hégémonique des États-Unis est incontestable : démographie, taille de l'économie, richesse par habitant, dynamisme des entrepreneurs, potentiel d'innovation, équipement militaire, capacité institutionnelle et politique. Rien que sur le plan démographique par exemple, la population américaine devrait passer, selon des projections des Nations unies, de 285 millions d'habitants en 2000 à 409 millions en 2050, puis à 437 millions en 2100. À titre de comparaison, la France passerait de 59 millions d'habitants en 2000 à 64 millions en 2050. Ce dynamisme démographique va dans le sens de la puissance américaine et alimente la confiance des Américains dans l'avenir.

Cependant, le système économique mondial est de plus en plus multipolaire et tend à affaiblir la portée de la puissance américaine. L'émergence du pôle économique européen dont la taille est comparable à l'économie américaine, le décollage de poids lourds comme la Chine ou l'Inde et la mondialisation tendent à disperser la production mondiale de biens et des services. Selon Pierre Jacquet, l'interdépendance croissante liée à la mondialisation touche également l'économie américaine. Les États-Unis restent les premiers exportateurs et importateurs mondiaux de marchandises et de services : ils assurent 11 % des exportations mondiales de marchandises et 18 % des importations, 17 % des exportations mondiales de services et 13 % des importations. À ce titre, ils sont très dépendants du reste du monde. Par ailleurs, les multinationales américaines se développent principalement à l'étranger. Cette imbrication se retrouve dans les flux de capitaux. Plus que tout autre pays, en raison du statut unique du dollar américain, les États-Unis peuvent vivre au-dessus de leurs moyens en s'endettant à l'extérieur. Le déficit des paiements courants se rapproche ainsi en 2004 de 600 milliards de dollars US. « Cet endettement pose problème », a expliqué l'intervenant, qui partage la thèse de certains économistes selon

lesquels la pression internationale pèse de tout son poids sur l'économie américaine et le système actuel n'est pas stable : le dollar est surévalué car il est fondé sur un endettement croissant. Le débat reste ouvert, cependant, d'autres économistes considérant au contraire que le déficit américain ne reflète pas un déséquilibre structurel mais la confiance des investisseurs dans le dynamisme de l'économie américaine. Le problème, avec cette dernière thèse, est que ce ne sont plus tant les investisseurs privés que les banques centrales asiatiques qui financent aujourd'hui le déficit courant des États-Unis, ce qui relativise, précisément, la confiance des investisseurs.

EXTRAITS DU DÉBAT

Hugues de Jouvenel, directeur général du groupe Futuribles, s'est lancé le premier dans le débat. Constatant que les États-Unis vivent à crédit sur les banques asiatiques, il a demandé aux deux intervenants combien de temps cet endettement serait encore possible pour la première puissance économique mondiale. Difficile de répondre lui ont affirmé les deux économistes. Pour Pierre Jacquet, ce type de prévision économique est un exercice périlleux à laquelle il ne souhaite pas se prêter. Selon lui, l'économie n'est pas le seul pertinent pour juger de la pérennité de la situation actuelle. D'autres facteurs, comportementaux et politiques, sont à l'œuvre. Par exemple, la décision de la Chine de laisser flotter sa monnaie, ou de la révaluer, est un élément clef de l'ajustement nécessaire, mais ne sera pas prise sur la base d'une analyse strictement économique. Jean-Marie Chevalier a quant à lui tenu à souligner le rôle de la Banque centrale du Japon et des pétroliers du Golfe dans l'endettement américain.

Un membre de l'assistance est ensuite intervenu pour souligner que la faiblesse actuelle du dollar US sur les taux de change favorisait les exportations américaines à l'étranger. Une situation qui permet aux Américains de gagner des parts de marché sur les marchés étrangers. Après cette remarque, il s'est demandé ce qu'il se passerait si les Chinois et les Japonais réduisaient

leurs réserves en dollars et si les Américains avaient prévu une parade face à un tel scénario. Selon les deux économistes, les conséquences d'un tel scénario sont difficiles à évaluer. Cependant, l'hypothèse d'un effondrement du dollar sur le marché des changes n'est pas à exclure.

Les deux économistes ont ensuite été interrogés sur le rôle et l'influence de la Chine dans le commerce mondial en soulignant l'importance des droits de l'homme sur le long terme. Sur cette question, Pierre Jacquet a exprimé une vision relativiste, soulignant que les différences de niveau de vie expliquent souvent les différences de perception des droits de l'homme. Il a également manifesté son optimisme, suggérant que plus la Chine se développera, plus elle prendra en compte les droits de l'homme – l'ouverture économique de la Chine influençant nécessairement son évolution politique. De son côté, Jean-Marie Chevalier a évoqué le rôle croissant joué par les contre-pouvoirs sur la scène internationale. Le réseau Internet et les ONG constituent aujourd'hui des facteurs de pression sur les gouvernements et les États. Selon lui, ces nouveaux types de pouvoir ont pour conséquence d'accélérer la prise en compte des droits de l'homme. Un phénomène auquel la Chine n'échappera pas à l'avenir.

Hugues de Jouvenel a repris la parole pour interroger les deux économistes sur le lien entre croissance démographique et croissance économique. Y-a-t-il un lien mécanique entre démographie et croissance ? Pour Jean-Marie Chevalier, le facteur démographique est un facteur de croissance. Sur ce plan-là, les Américains sont mieux placés que les Européens. Ils restent les *leaders* technologiques, ont une politique de recherche et développement dynamique, et de meilleures prévisions démographiques. Leur potentiel de croissance économique est supérieur d'un point à celle de l'Europe.

Une autre personne est intervenue pour relativiser le potentiel technologique américain. Selon cet ancien cadre dirigeant à Intel, le potentiel de développement technologique américain est

surestimé dans la mesure où les entreprises de haute technologie américaines ont tendance à réaliser de plus en plus leur développement technologique à l'étranger (Russie, Israël, Chine, Inde). Cette évolution de la répartition du travail à l'échelle mondiale tend donc à freiner le développement technologique aux États-Unis. Pour Pierre Jacquet, ce phénomène est effectivement à prendre en considération. Cependant, les États-Unis restent *leaders* en matière d'investissement en recherche et développement, et maîtrisent les vagues d'investissement. Quant aux universités américaines, elles continuent à avoir une longueur d'avance et à former les cerveaux de demain.

En réaction à une intervention relativisant la démographie américaine en soulignant que la population hispanique, la première communauté immigrée aux États-Unis, avait aujourd'hui moins d'enfants et montrant ainsi que ce facteur tend à minimiser la confiance du peuple américain en l'avenir, Pierre Jacquet a répondu qu'il était difficile de juger la confiance d'un peuple. De plus, si l'on s'en tient aux seuls indicateurs économiques, le taux d'épargne américain, beaucoup plus faible qu'en Europe, suggère que les Américains privilégient davantage que nous le présent par rapport au futur, ce qui peut aussi s'interpréter comme une marque de confiance plus grande dans l'avenir. Par ailleurs, l'esprit d'entreprise américain reste fort.

À une question sur le degré de confiance des « *Working Poors* » par rapport à celui de la classe moyenne américaine, Pierre Jacquet a répondu que les plus pauvres ont encore l'espoir de s'enrichir aux États-Unis, mais en Europe nettement moins. Jean-Marie Chevalier a quant à lui souligné que la culture américaine est marquée par le désir de s'en sortir, malgré le phénomène croissant de « *walmartisation* » évoqué lors son intervention précédente.

En guise de conclusion, les deux économistes ont estimé que la réélection de G. Bush en novembre 2004, d'abord perçue comme négative en Europe, se passe finalement mieux que prévu. Pour Jean-Marie Chevalier, un nouveau chapitre dans les

relations transatlantiques pourrait se dessiner avec la seconde équipe Bush. Par contre, pour l'économiste, l'absence de volonté politique sur la défense de l'environnement et les projets de privatisation du système social sont des aspects négatifs. La situation des « *Working Poors* »

pourrait également devenir insoutenable sur le long terme. Pour Pierre Jacquet, la gestion de l'hégémonie américaine constituera un défi de taille pour les Européens.

Julien Nessi

